



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES N°2025 04 001

Marché en appel d'offres ouvert

**RELATIF A DES PRESTATIONS DE SECURITE ET DE GARDIENNAGE
POUR LE SIEGE FRANCILIEN DE L'OFPPRA**

*Service du budget de l'OFPPRA
Pôle des marchés
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois Cedex*

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	3
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	3
1.1 Objet du marché	3
1.2 Lieu d'exécution.....	3
1.2 Forme du marché	3
1.3 Montant du marché.....	3
1.4 Divers.....	4
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
2.1 Pièces particulières.....	4
2.2 Pièces non particulières.....	4
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 – CADRE REGLEMENTAIRE	5
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	5
5.1 Responsabilités du titulaire	5
5.2 Obligations déontologiques	5
5.3 Réemploi du personnel.....	6
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE QUANT A SON PERSONNEL	6
6.1 Agrément du personnel	6
6.2 Gestion des absences et remplacements.....	6
6.3 Profil du personnel.....	6
6.4 Tenue du personnel.....	6
6.5 Respect de la législation du travail	7
6.6 Respect du règlement intérieur.....	7
ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.....	7
ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNÉES.....	7
ARTICLE 9 – PRIX.....	7
9.1 Définition des prix	7
9.2 Prestations régulières	8
9.3 Prestations ponctuelles.....	8
9.4 Révision des prix	8
ARTICLE 10 – MODALITES DE PAIEMENTS.....	9
ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE	10

ARTICLE 12 – AVANCES ET ACOMPTES	10
12.1 Avances.....	10
12.2 Acomptes.....	10
ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE.....	10
Article 14 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	11
ARTICLE 15 – ASSURANCE.....	11
ARTICLE 16– PÉNALITÉS	11
ARTICLE 17 – LITIGES	12
ARTICLE 18 – RESILIATION.....	12
ARTICLE 19 - CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 20 – DEROGATIONS	13

PRÉAMBULE

L'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA), créé par la loi du 25 juillet 1952, a le statut d'établissement public administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative. Il est placé sous la tutelle administrative du ministère de l'Intérieur.

L'OFPRA a pour mission l'instruction des demandes d'asile et la protection juridique et administrative des personnes reconnues réfugiées ou apatrides, ainsi que des bénéficiaires de la protection subsidiaire. Pour ce faire, l'Office travaille en étroite collaboration avec les autorités administratives françaises et européennes compétentes, ainsi qu'avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

L'établissement comprend : 8 divisions chargées de l'instruction des demandes d'asile auxquelles s'ajoutent 2 divisions en charge de la protection, et 3 divisions spécifiques en charge des affaires juridiques (DAJEI), de la documentation (DIDR, et de l'accueil (DACIM).

Cette organisation est complétée par les services assurant les missions de soutien logistique regroupés au sein des services administratifs et financiers (informatique, ressources humaines, budget, sécurité, archives).

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de sécurité et de gardiennage pour le siège francilien de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA).

1.2 Lieu d'exécution

Les prestations sont réalisées au **siège francilien de l'Ofpra**.

Le siège francilien est aujourd'hui situé sur le site de Périgares, au 201 rue Carnot, 94136 Fontenay-sous-Bois Cedex.

Sa localisation peut être modifiée en cours de marché, pour répondre aux nécessités de service de l'Ofpra et sans modifier les termes du marché.

1.2 Forme du marché

Le marché est passé selon **une procédure formalisée**, conformément aux dispositions des articles L.2124-1 et R. 2124-1 du code de la commande publique.

La présente consultation donne lieu au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse en application des articles L.2152-7 et R.2152-7 du code précité, à l'issue d'un appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-2 et R.2124-2 dudit code.

Il se décompose en :

- **des prestations forfaitaires**, en application des articles L.1111-4 et R. 2112-6 2° du code de la commande publique ;
- **et des prestations à bons de commande**, en application des articles L.2125-1 et R.2162-2 du code précité.

Conformément à l'article R.2113-3-1° du code de la commande publique, le marché n'est pas alloté en raison du caractère homogène des prestations.

1.3 Montant du marché

Le présent marché a pour montant maximum 2 000 000 € HT.

1.4 Divers

Les correspondances, réunions et discussions relatives à ce marché se déroulent en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du présent marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 Pièces particulières

Le présent marché est constitué par les documents contractuels mentionnés ci-dessous par ordre de priorité décroissant, par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS :

- ✓ l'acte d'engagement ;
- ✓ l'annexe financière ;
- ✓ le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes administratives (charte de déontologie des agents de sécurité, RGPD) ;
- ✓ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- ✓ l'offre technique du titulaire.

Font foi les exemplaires des documents particuliers composant le présent marché conservés dans les archives de l'Ofpra.

2.2 Pièces non particulières

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 s'applique, sauf dérogation énumérées au titre du dernier article du présent cahier.

Ce document n'est pas fourni mais est réputé être connu du titulaire.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an, qui commence à la date prévue par l'ordre de service.

A titre strictement indicatif, la prestation pourrait débuter le 1^{er} janvier 2026.

Conformément aux articles L. 2112-5 et R. 2112-4 du code de la commande publique, le marché est reconductible tacitement trois fois à sa date anniversaire, sans que sa durée maximale ne puisse excéder quatre ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction qu'à la condition d'avoir informé le pouvoir adjudicateur de son inaptitude à poursuivre le marché, six mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître les dates d'émission et de réception de ses intentions (courrier, télécopie ou courriel).

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision de ne pas reconduire le marché trois mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître la date d'émission de cette décision (courrier, télécopie ou courriel).

L'émission des bons de commande pour l'exécution des prestations ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché, conformément à l'article R.2162-5 du code de la commande publique.

.

ARTICLE 4 – CADRE REGLEMENTAIRE

Le titulaire s'engage à réaliser ses prestations applicables aux marchés publics de sécurité et de gardiennage conformément aux règles applicables au secteur, et notamment aux textes suivants :

- ✓ le code de la sécurité intérieure (CSI)
- ✓ l'arrêté du 27 juin 2017 portant agrément d'un certificat de qualification professionnelle relatif à une activité de surveillance et de gardiennage, NOR : INTD1716182A, JORF n° 0151 du 29 juin 2017 ;
- ✓ l'arrêté du 27 juin 2017 portant cahier des charges applicable à la formation initiale aux activités privées de sécurité, NOR : INTD1715866A, JORF n°0151 du 29 juin 2017 ;
- ✓ la circulaire du 3 juin 2011 - NOR IOCD 1115097C relative à l'exercice des activités privées de sécurité et des activités de sécurité incendie ;
- ✓ la convention nationale collective des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 et ses annexes (IDCC 1351) - étendue par arrêté du 25 juillet 1985 (JORF du 30 juillet 1985) ;

La responsabilité du titulaire est seule engagée en cas de dommages résultant de la violation des règles afférentes à sa profession. Il est responsable des conditions d'hygiène et de sécurité liées à son activité et aux fonctions de ses agents. Il garantit expressément l'acheteur de tout recours du fait de sa responsabilité vis-à-vis de son personnel et de ses fournisseurs.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

5.1 Responsabilités du titulaire

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations telles qu'elles sont définies dans le présent marché.

En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations peut causer :

- à son personnel, aux agents de l'Administration ou à des tiers ;
- aux biens appartenant à l'Administration ou à des tiers.

Néanmoins, **en cas de force majeure** dûment prouvée, la responsabilité du titulaire ne saurait être engagée.

Le titulaire ne pourra pas être tenu responsable des conséquences d'instructions données directement à son personnel par l'Ofpra.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquements aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes.

Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

5.2 Obligations déontologiques

Le titulaire et ses personnels respectent la charte de déontologie des agents de sécurité de l'Ofpra employés par des prestataires (charte annexée au présent CCAP).

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'interdit formellement de divulguer les informations techniques, financières qu'il aurait été amené à connaître concernant l'Ofpra, ainsi que les moyens et les projets de ce dernier.

Le titulaire doit sans délai avertir l'Administration de toute violation, de la part de son personnel, de l'obligation de confidentialité.

5.3 Réemploi du personnel

Conformément à la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985, l'entreprise entrante s'engage à **garantir l'emploi de 100 % du personnel affecté au contrat** qui remplit les conditions d'un maintien de l'emploi définies à l'article 2.2 de l'avenant n° 2 du 10 juillet 2020 de la convention précitée.

A titre informatif, une annexe récapitulative sur les effectifs figure dans le DCE.

Les informations relatives à la masse salariale des personnels à reprendre portées à la connaissance des candidats ne sauraient engager la responsabilité de l'Ofpra, qui n'est pas à l'origine des données transmises.

A la demande de l'Ofpra, le titulaire devra communiquer sous 15 jours un tableau exhaustif et détaillé de la masse salariale à reprendre au titre du marché.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE QUANT A SON PERSONNEL

6.1 Agrément du personnel

Le titulaire ne peut désigner pour l'exécution du marché que des agents dont les fiches individuelles attestant de leurs qualifications et habilitations et qui ont été préalablement présentées pour agrément à l'Ofpra.

6.2 Gestion des absences et remplacements

Toute absence programmée du personnel du titulaire doit être notifiée à l'Administration le mois précédant ladite absence et les mesures de remplacement indiquées dans le même temps.

En cas d'absence imprévue ou de maladie, le titulaire est tenu d'informer l'Administration dès qu'il en a connaissance et de prendre les mesures nécessaires au remplacement dans les plus brefs délais.

Sur demande écrite de l'Administration, le titulaire s'engage à remplacer, dans un délai maximal de 7 jours et pour quelque raison que ce soit, tout agent initialement en place par un personnel de qualification équivalente. C'est notamment le cas pour tout agent dont il est constaté par l'Administration qu'il est cause de troubles ou de violations des règles énoncées au présent marché. **Avant toute prise de fonction d'un agent ou lors d'un remplacement, une fiche d'expérience professionnelle doit être soumise au chef de la sécurité de l'Ofpra pour validation.**

6.3 Profil du personnel

La compétence professionnelle et la moralité du personnel sont indispensables à l'efficacité des missions dévolues au titulaire.

Le titulaire s'assure de la qualité irréprochable de son personnel, notamment de la ponctualité des agents, de leur conscience professionnelle et de leur contrôle de soi.

Lorsque l'Administration informe par écrit le titulaire de la conduite d'un de ses personnels jugés incompatible avec la mission qui lui est confiée, ce dernier s'engage à prendre toutes les dispositions appropriées dans les plus brefs délais et à en informer l'Administration.

6.4 Tenue du personnel

Le titulaire a pour obligation de pourvoir à la tenue vestimentaire de ses collaborateurs (SSIAP/APS/matériel – hiver/été).

Conformément à l'article L. 613-4 du code de la sécurité intérieure, la tenue vestimentaire doit permettre l'identification rapide des agents et ne doit pas porter confusion avec tout uniforme défini par les textes réglementaires (police, gendarmerie, etc.).

L'uniforme doit comporter au moins deux insignes : l'un reproduisant la dénomination sociale ou le sigle de l'entreprise de sécurité, l'autre l'activité de sécurité privée.

Le titulaire fournira à chacun de ses collaborateurs, avant leur entrée dans les locaux, un badge d'identification et une carte professionnelle indiquant toutes les mentions prévues à l'article R. 612-18 du code de la sécurité intérieure.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de sa tenue de travail professionnelle.

6.5 Respect de la législation du travail

Le titulaire s'engage à justifier à tout moment du respect de ses obligations au regard du code du travail et des codes de la santé et de la sécurité sociale.

En cas d'accident du travail, l'Ofpra est immédiatement informé de l'identité de l'agent concerné et des circonstances de l'accident. Le titulaire avise sous 24 heures l'Ofpra des dispositions arrêtées pour assurer la continuité de l'exécution du marché

6.6 Respect du règlement intérieur

Le titulaire se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur et à toutes instructions de l'Ofpra pour l'exécution de ses missions. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels, auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

L'Ofpra s'engage à :

- respecter les consignes de sécurité de l'établissement qui lui sont propres ;
- maintenir en bon état permanent son matériel de sécurité ;
- remédier dans les meilleurs délais à toutes insuffisances ou défauts que le titulaire pourrait lui signaler.

ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données / RGPD »).

Les parties s'engagent à respecter les clauses de l'annexe contractuelle RGPD.

ARTICLE 9 – PRIX

9.1 Définition des prix

Les prix initiaux sont définitifs et fermes pour la première période d'exécution du marché.

Ils s'entendent en euros, sont présentés hors taxe et toutes taxes comprises et figurent à l'annexe financière.

Ils incluent tous les coûts annexes liés à la prestation, notamment :

- les frais de déplacement et de repas ;
- la gestion administrative des prestations.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix sont réputés comprendre toute charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais de main d'œuvre, de fournitures, de manutention et de transport, les droits pouvant frapper les fournitures, les faux frais, les assurances, ainsi que les frais généraux.

9.2 Prestations régulières

Le prix est un prix forfaitaire correspondant au volume horaire effectué sur une année par l'ensemble des agents de sécurité mis à disposition.

Le titulaire précise dans l'annexe financière le prix horaire, ainsi que le volume horaire mensuel et annuel par catégorie d'agents, et ce afin de faciliter le calcul de l'impact financier d'éventuels avenants.

Le montant annuel correspond au prix forfaitaire établi pour une année de prestations régulières. Les factures, émises mensuellement, correspondent au douzième du forfait annuel.

9.3 Prestations ponctuelles

Ces prestations, décrites au CCTP, font l'objet d'un bon de commande spécifique pour lequel une facture, établie le mois suivant, récapitule les prestations exécutées.

Le montant d'une vacation ponctuelle correspond au prix unitaire d'une heure multiplié par le nombre d'heures réellement exécutées par le(s) agent(s) de sécurité fourni(s), dont les heures de nuit.

Pour les prestations en jours ouvrés

L'Administration réserve les prestations au plus tard **24 heures** avant le début d'exécution. Le titulaire est tenu de confirmer dans un délai de 24 heures maximum, par écrit.

Pour les prestations effectuées le samedi/dimanche et/ou jours fériés

L'Administration réserve les prestations au plus tard **48 heures** avant le début d'exécution. Le titulaire est tenu de confirmer dans un délai de 24 heures maximum, par écrit

9.4 Révision des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date de remise des offres.

Ce mois est appelé mois zéro (M₀).

Evolution des prix

Les prix sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,125 + 0,875 (S/S_0))$$

P = prix révisé ;

P₀ = prix initial ;

S = dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé¹ - « Services de sécurité privée » connu et publié à la date anniversaire ;

S₀ = dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé - « Services de sécurité privée » connu et publié au moment de la notification ;

Les révisions interviendront une fois par an et sur initiative du titulaire.

Le titulaire s'engage à notifier sa demande de révision de prix au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché par écrit et en précisant le numéro du marché.

L'acheteur dispose d'un mois pour agréer ou refuser les calculs effectués en application de cette formule.

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766602>.

Passé ce délai, son silence vaut acceptation.

La demande du titulaire devra préciser la date et la valeur des indices retenus pour le calcul et il devra joindre à sa demande de révision une nouvelle annexe financière.

En tout état de cause, le prix ainsi révisé ne peut pas excéder le seuil de 5 % des prix initiaux du titulaire (clause butoir).

ARTICLE 10 – MODALITES DE PAIEMENTS

Toute demande de paiement non conforme aux indications énoncées ci-après est retournée au titulaire pour rectifications des anomalies constatées. Le délai de paiement ne commence à courir qu'à compter de la réception d'une facture conforme.

Le mandatement des demandes de paiement est subordonné à la certification du service fait par l'acheteur.

10.1. Demande de paiement

Les demandes de paiement ou factures définitives sont établies mensuellement par le titulaire à l'adresse de l'OFPPA, après réalisation des prestations définies par le présent marché.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures au pouvoir adjudicateur sous forme dématérialisée. Les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange de ce mode de transmission sont accessibles sur le portail « CHORUS factures » à l'adresse :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

10.2. Établissement de la facturation

Les demandes de paiement comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de TVA intracommunautaire, le cas échéant ;
- le numéro et la date d'émission de la facture ;
- le numéro d'identification du marché et sa date de notification ;
- le numéro et la date du bon commande ou de l'engagement juridique (EJ) afférent, ce dernier sera fourni par l'acheteur ;
- la désignation et la quantité de prestations fournies ;
- le montant unitaire hors taxes à payer ;
- le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant à payer toutes taxes comprises ;
- les coordonnées bancaires ou postales telles que mentionnées sur l'acte d'engagement.

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date d'établissement des pièces de mandatement.

10.3 Délais de règlement

Le paiement s'effectue conformément aux règles de la comptabilité publique par mandat administratif. Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'Opfra.

Le délai de paiement est de 30 jours à réception de la facture.

Tout changement ayant une incidence sur les conditions de paiement des prestations réalisées par le titulaire doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur, accompagnée des pièces justificatives. En cas de négligence de cette disposition, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable des retards de paiement occasionnés.

En application de l'article 8 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le créancier de l'administration perçoit en sus une indemnité forfaitaire de 40 euros.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE

Le candidat ou le titulaire du présent marché peut déclarer un sous-traitant dont la candidature est soumise à acceptation et les conditions de paiement à agrément de l'acheteur, conformément des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

Le soumissionnaire peut présenter sa candidature sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques. Le mandataire désigné parmi les membres du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur. Il coordonne les opérations et il est seul habilité à présenter les demandes de paiement. En cas de défaillance du mandataire, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un successeur.

L'Opfra n'autorise pas les candidats à déposer plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements, ni en qualité de membre de plusieurs groupements.

ARTICLE 12 – AVANCES ET ACOMPTES

12.1 Avances

Conformément aux articles R. 2191-3 et R. 2191-7 du code de la commande publique et sous de l'article R. 2191-6 dudit code relatif à la sous-traitance, l'OFPPRA accorde une avance à la demande du titulaire dont le montant est fixé à 5 ou 30% du montant des prestations régulières d'une durée égale à 12 mois.

12.2 Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-20 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiement définitif.

Le montant des acomptes est fixé à 5% et se rapportent à la valeur mensuelle des prestations auxquels ils se rapportent.

ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE

Le présent marché est dispensé de la constitution d'une retenue de garantie.

Article 14 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Conformément aux dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière environnement.

Ainsi, ce marché s'inscrit dans une démarche éco responsable.

ARTICLE 15 – ASSURANCE

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile "exploitation" pouvant lui incomber en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, dans un délai de 15 jours à réception de cette demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

ARTICLE 16– PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS de référence, les pénalités seront calculées selon les modalités ci-après définies :

Manquements	Montant de la pénalité
Retard d'un agent	80 € par heure de retard
Absence d'un agent	Pénalité par demi-journée d'absence égale à deux fois le coût horaire des vacations manquantes
Agent non remplacé dans les délais impartis	Pénalité par demi-journée de non remplacement égale à deux fois le coût horaire des vacations manquantes
Tenue non conforme d'un agent	80 € par manquement
Responsable non joignable dans les 30 minutes suivant l'appel de l'Ofpra, en cas d'urgence	80 € par manquement
Manquement aux exigences déontologiques	500 € par manquement
Manquement aux obligations de lutte contre le travail dissimulé (dont les articles L.°8221-3 à L.°8221- 5 du code du travail)	500 € par manquement
Retard dans la transmission du tableau exhaustif et détaillé de la masse salariale (article 5.3 du CCAP)	80 € par jour de retard

ARTICLE 17 – LITIGES

Le règlement amiable d'un différend survenu à l'occasion de l'exécution du présent marché est recherché conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2197-3 et R. 2197-3 du code de la commande publique.

En l'absence de règlement amiable, la loi française est seule applicable et les différends relèvent de la compétence du tribunal administratif.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Si le titulaire ne respecte pas les obligations qui lui sont conférées au titre du marché, l'OFPPRA peut, après tentative de solution amiable, puis une mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché par lettre recommandée avec avis de réception.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la mise en demeure pour satisfaire les obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Ofpra pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier et ce, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 40 et 42 du CCAG/FCS, les titulaires ne peuvent se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale du marché, que cette dernière soit fondée sur un motif d'intérêt général ou non.

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles actions civiles et pénales à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 19 - CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son identification bancaire ;
- à son capital social.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG / FCS :

Article du cahier des clauses particulières (CCAP)	Article du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4
Article 9	Article 10.1.3
Article 16	Article 14
Article 18	Article 40 Article 42